



le monde libertaire

redaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 263 JEUDI 6 AVRIL 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

Remous au P.C.

REMOUS au sein du PC? C'est du moins ce que l'on peut constater en feuilletant la presse de la semaine. Des interviews de Politique-Hebdo aux tribunes libres du Monde, l'observateur ne saurait manquer de relever toutes ces critiques adressées par les militants communistes à leur direction. Certains voient là une magnifique occasion de récupérer ces oppositionnels utilisant comme seule consigne le fait que des militants communistes s'interrogent et remettent en cause les prises de positions de l'appareil.

A première vue, le fait qu'il existe un (des) courant(s) oppositionnel(s) au sein du PC nous inciterait à de la complaisance envers ces militants, qui, bravant le secret de règle à l'intérieur du parti, n'hésitent pas à proclamer publiquement leur désaccord sur telle ou telle ligne. Ceci n'est que la forme, certes importante, mais négligeable par rapport au fond qui motive ces prises de position.

On peut distinguer d'une manière générale deux sortes d'opposition : l'une qui remet en cause la politique d'union pratiquée par le PCF depuis la rupture des partis de gauche le 22 septembre, l'autre qui s'attache plus à dénoncer « la » ligne, les compromissions, l'antisoviétisme... Chacun des courants s'exprime en fonction d'une sensibilité qui les incite à parler de tel problème sans avoir pour autant des prises de position communes, loin s'en faut.

Le plus vieux est sans aucun doute celui qui remonte au 32^e congrès, qui conteste la ligne « eurocommuniste » ainsi que la prise de distance par rapport à l'union soviétique; il s'est d'abord exprimé dans une tribune du Monde signée Jeanette Vermesch, ex-compagne de Maurice Thorez. Dans la plus pure lignée stalinienne, celle-ci contestait les liens trop privilégiés qu'entretenait le parti avec la social-démocratie et appelait à l'union des communistes autour du PC de l'Union Soviétique. Sans nul doute, elle faisait écho en France à la volonté de militants d'autres pays qui remettent en cause l'eurocommunisme, tel en Espagne le général Lister qui rompa définitivement avec le PCE. Aujourd'hui, Jeanette ne fait plus la une des journaux mais ses idées continuent à soulever des approbations dans le parti. Elles sont en effet reprises, dans les grandes lignes, par le collectif « max Pierrat » qui se définit lui-même comme un courant d'opposition au sein du parti. Ses bases d'existence sont les mêmes que celles de Vermesch: enrayer à tout prix l'eurocommunisme, renouer avec la tradition, défendre l'URSS. On a beau être oppositionnel, on n'est pas moins stalinien.

Le second courant, plus jeune, est tout le contraire telle cette déclaration de Raymond Jean, membre du comité de section du PCF d'Aix en Provence, « le PC a manqué d'eurocommunisme ». Celui-ci développe une critique qui regrette le manque de volonté unitaire de la direction du parti, thème déjà cher à Jean Ellenstein. Dans une tribune libre du Monde, Raymond Jean se fait l'apôtre des communistes espagnols en prêchant l'unité à tous prix avec d'autres composantes même si celles-ci sont incertaines. C'est le bras tendu à l'union nationale, l'alliance avec la bourgeoisie afin de faire appliquer en France un pacte de la Moncloa soutenu et signé par les organisations « traditionnelles » de la classe ouvrière.

Entre ceux qui souhaitent un peu plus d'orthodoxie et d'autres qui naviguent dans les eaux douteuses de l'eurocommunisme, là encore il n'y a pas de préférence à avoir, ni avec l'un, ni avec l'autre et encore moins avec la direction actuelle du parti. La seule leçon que nous donnent ces oppositionnels, c'est que le débat au sein du PC n'existe pas : L'Humanité n'a jamais relevé dans ses éditions ces petites notes discordantes, les militants communistes qui souhaitent avoir un débat avec d'autres sont privés de Bulletin Intérieur qui est pourtant la règle minima d'organisation interne pour un parti qui se dit pluraliste.

Le PC pourra évoluer dans un sens ou dans un autre; ceux qui mènent leur débat interne dans les colonnes du Monde et d'autres publications feraient bien d'analyser la manière quand même bizarre de leur démarche: la remise en cause du centralisme démocratique nous intéressent bien plus que d'entendre la voix aigrie de vieux staliniens mal repentis.

Pop. 2520

Bretagne

GUERRE AU PÉTROLE



Lire page 5

SUPPLÉMENT QUATRE PAGES

La semaine prochaine, le Monde Libertaire paraîtra sur 12 pages. Un entretien avec l'un de nos camarades espagnols du Comité National de la C.N.T. et un article sur le congrès international des Fédérations Anarchistes, qui vient de se dérouler à Car-rare, formeront un supplément 4 pages de caractère international.

LA RÉDACTION



A Narita, au Japon, les habitants aidés des mouvements révolutionnaires luttent contre l'implantation, près de leur ville, d'un aéroport. Il y a douze ans que cela dure, douze années de détermination exemplaire contre les méfaits d'une société qui impose sa loi. « Nous pouvons tenir trente ans! » ont déclaré les paysans en lutte. A suivre...

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCOIS DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTES (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18°)
 CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants: 2°, 5°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - MASSY
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
 - NEUILLY SUR MARNE
 - CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY SEVRAN
 - VILLENEUVE LA GARENNE
 - LEVALLOIS
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, de l'Aube, La Ferté-Macé - Fiers, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Lannion, Châteauroux, Concarneau, Amboise, Chinon, Montpellier, Lons-le-Saunier, St-Sever, St-Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Albert, Brest, Centre-Bretagne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupe de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et liberté», 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.
 Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.
 Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.
 Groupe du Havre: Au Cercle d'Etudes Sociales 16, rue Jules Tellier au Havre, le lundi de 14 h à 19 h, le mercredi de 18 h à 21 h, et le samedi de 18 h à 21 h.
 Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11°.
 Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11°.
 Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18°.
 Groupe Berner: le samedi de 14 h à 17 h, au 58, rue des Vinaigriers à Paris 10°.
 Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedis de chaque mois, salle Dewailly à Amiens.
 Groupe Courbevoie-Colombes: les seconds et quatrième samedis de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoie.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

Le groupe libertaire de Fumel organise
SAMEDI 15 AVRIL
 de 15 h à Minuit
 Salle des fêtes de la mairie à Fumel
 une conférence-débat avec Maurice Laisant sur le thème
LE FÉDÉRALISME LIBERTAIRE

VIENT DE PARAÎTRE
LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA RÉVOLUTION SOCIALE
 de Pierre Besnard (vol. 350p. 39 F)
 Prix de souscription : 33 F (franco de port)
 Commandes à adresser à Cercle d'études sociales libertaires
 BP 121
 25014 Besançon Cedex
 CCP 2025 65 T Dijon

Les groupes libertaires Emma Goldman Jacob Aulnay-Sevrans organisent
VENDREDI 7 AVRIL
 à 21 heures
 Au centre Alfa de Bondy 3, Allée des Pensées (près de la piscine de Bondy)
 une conférence-débat avec projection d'un montage audio-visuel sur le thème
FICHAGE SCOLAIRE

Quelques exemplaires de la brochure sur le fichage scolaire (GAMIN - AUDASS...) et le fichage professionnel sont encore disponibles au prix de 2 F
 Pour les recevoir Groupe Emma Goldman 51, rue de Lappe 75011 Paris

REVUE ANARCHISTE
 Numéros 2/3 éditée par le groupe Emma Goldman est encore disponible
 Vous pouvez la commander en écrivant à Ramón PINO 20, rue Orfila 75020 Paris

UN SERVICE REGULIER ET PRATIQUE L'ABONNEMENT

Directeur de la publication Maurice LAISANT
 Commission paritaire n° 55635 Roto-groupe 78 93 - Saint-Denis
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi Routage



Cette affiche, éditée par le groupe de Bordeaux, est en vente aux prix suivants : 1 affiche 4 F, 10 affiches 38 F, 100 affiches 255 F (+ frais de port). A commander au groupe de Bordeaux, 7, rue du Muguet, 33 000 Bordeaux.

Haute-Savoie

Le groupe anarchiste « Premier Mai » d'Annecy (74) invite les lecteurs du Monde Libertaire de la Haute-Savoie et de la Savoie à une réunion pour préparer et organiser une présence anarchiste lors de la manifestation du premier mai prochain.
 La réunion aura lieu de 17 h 30 à 21 h, salle St-François face à l'Hotel de ville à Annecy, le samedi 8 avril prochain.
GROUPE PREMIER MAI

Seine-Maritime

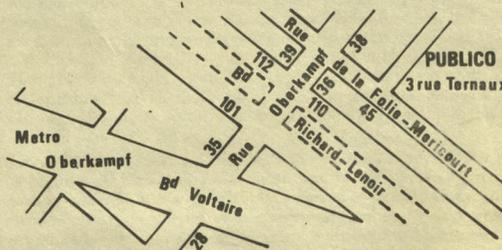
Le collectif libertaire de Rouen a organisé dans la région rouennaise une information (affiches, tracts, panneaux) sur les 400 libertaires espagnols et les 4 Français arrêtés et emprisonnés récemment en Espagne, lors d'une manifestation qui s'est déroulée le jeudi 30 mars. Une pétition en faveur des prisonniers a été déposée au consulat d'Espagne par l'un de nous.
 Le groupe F.A. de Rouen signale d'autre part qu'il organise une vente à la criée du Monde Libertaire tous les samedis de 15 h à 17 h, au Gros Horloge. Les sympathisants peuvent y retrouver les militants du groupe pour prendre contact.
GROUPE DE ROUEN

GEORGES HAUPT N'EST PLUS

Nous apprenons avec regret la brusque disparition de Georges Haupt, décédé à 50 ans. Historien du mouvement ouvrier et directeur à l'école des Hautes Etudes, c'est lui qui organisa l'automne dernier un colloque sur Bakounine à l'occasion du centenaire de la mort du théoricien et agitateur anarchiste.
 M.L.

La librairie Publico est ouverte du mardi au vendredi de 14 heures à 19 heures et le samedi de 10 heures à 19 heures.

POUR NOUS TROUVER PLUS FACILEMENT



LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		Sous pli fermé		Etranger	
France	35 F	55 F	40 F		
3 mois	110 F	110 F	80 F		
6 mois	65 F	210 F	150 F		
12 mois	125 F				

Abonnez vous

BULETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 1 F en timbre poste.

Vie quotidienne

Le mariage... c'est la liberté!

LES Etats-Unis n'ont décidément pas fini de nous étonner. En faisant voisiner le meilleur et le pire, la liberté la plus extrême et l'injustice la plus criante, le capitalisme U.S. démontre à l'évidence une capacité certaine à digérer ses contradictions, à s'y adapter.

La famille américaine, nul ne l'ignore, est une des données fondamentales de l'idéologie d'outre-atlantique. Depuis la révolte des campus et le mouvement de contre-culture qui s'en est ensuivi, cette famille américaine s'est vue contestée aussi bien dans ses principes que dans sa pratique. Parallèlement à une défense pied à pied des principes de base de cet aspect de l'idéologie dominante, la société américaine « récupère » les critiques qui lui sont portées dans ce domaine : elle les intègre à sa problématique. C'est ainsi que depuis quelques années, un nouveau type de contrat de mariage a fait son apparition. Librement négocié entre les deux partenaires, il prétend garantir aux deux membres du couple une liberté maximale, un respect de leurs désirs propres. Examinons en les clauses types.

- Définition : les contractants s'engagent à vivre ensemble pendant un temps donné, à approfondir leur union, à partager leur amour et leurs expériences.
- Durée : ce contrat vaut pour une période de X années et pourra à son expiration être renouvelé ou renégocié.
- Conditions de vie commune : les contractants habiteront ensemble, mais cela n'exclut pas de vivre en communauté avec d'autres. Toutes les tâches ménagères seront partagées.
- Finances : les dépenses communes seront partagées mais chacun conservera son propre compte en banque.
- Disputes : les disputes et désaccords ne seront pas forcément considérés comme néfastes à l'union des parties, mais il sera évité de se battre physiquement.
- Communication : les parties s'efforceront à un échange constant afin de maintenir et déve-

lopper entre elles un échange constant.

— Fidélité : les relations sexuelles entre les parties ne seront pas exclusives. Il est souhaitable d'informer l'autre des relations avec une tierce personne. Les parties sont d'accord pour garder aux relations sexuelles avec des tiers un caractère secondaire par rapport à leur relation principale.

— Nom : les deux parties garderont leur nom propre.



— Enfants : les parties se mettent d'accord pour ne pas avoir d'enfants pendant la durée du contrat. Si la contractante tombe enceinte par accident, les parties discuteront de la suite à donner.

— Contrôle de son corps : chacun garde le contrôle de son corps et ne cherchera pas à modifier l'apparence de l'autre (pas de plaintes ou de remarques à propos des boutons ou des points noirs).

— Divorce : si l'une des parties désire divorcer, l'autre ne s'y opposera pas.

Et de nombreuses autres clauses qu'il serait vain d'énumérer ici parachèvent encore cette prétention à vouloir codifier des rapports « libérés » entre les membres d'un couple marié.

Les anarchistes, en prônant l'union libre, peuvent être enclins à sourire devant cette tentative d'aménager au mieux une institution aussi aliénante que le mariage. Pour ma part, le sourire devient rapidement « jaune ». En effet, et c'est bien cela qui pose véritablement le problème, ce type de contrat connaît actuellement aux U.S.A. un succès grandissant. Massifié, il prend dès lors une dimension sociale qui démontre la fantasque intelligence d'un système dans l'art de capter les pulsions de vie et de liberté des hommes dans les filets de plomb d'une légalité de « classe ». Cette intelligence est une force dont il convient d'être conscient.

Un système social qui, au nom de la liberté de l'information, se permet de téléviser en direct une exécution capitale, de digérer benoîtement l'étalage fangeux d'un Watergate et celui, morbide, des massacres opérés au Vietnam par ses légions, n'est nullement à l'agonie. Bien au contraire. La croyance de la liberté dans le mariage qu'il véhicule aujourd'hui est à l'image de cette capacité de se renforcer en intégrant les contradictions qui le minent. Demain, nous verrons peut-être les bourgeois obtenir de ne plus couper que trois têtes par jour ou les militaires de ne pas faire plus d'une guerre par décennie.

L'univers carcéral dans lequel le capital a enfermé un temps l'exploitation qu'il nous fait subir a tendance aujourd'hui à s'ornier de rideaux à fleurs. A nous de dévoiler la lèpre qui sous ces tentures ravage toujours les murs gris de notre esclavage.

Jean-Marc RAYNAUD

Du côté des Ecoles Normales

ÇA bouge dans les Ecoles Normales. Le samedi 18 mars, une coordination nationale regroupant une trentaine d'EN décidait à Grenoble la grève générale illimitée jusqu'à satisfaction des revendications des normaliens. Ces revendications, c'est l'assurance que tous les normaliens seront nommés sur des postes budgétaires à la fin de leurs deux années de formation, c'est l'abrogation des textes du 18/8/76 prévoyant la radiation de l'enseignement en cas de deux échecs au C.A.P. (qui se déroule à la sortie de l'E.N.), c'est la suppression du C.F.E.N. (certificat de fin d'étude normale) en tant que véritable examen en plus du C.A.P. alors qu'il ne devrait constituer qu'un simple certificat, c'est ramener le contrat d'engagement dans l'Education Nationale de 10 à 5 ans. Enfin c'est une remise en cause de toutes la formation d'enseignant reçu dans les E.N.

Pour cette plateforme revendicative, une quinzaine d'E.N. sont en grève avec occupation et une quinzaine d'autres sont en lutte sous des formes diverses (A.G., commissions, manifs locales, etc.). Néanmoins, une centaine d'autres ne sont toujours pas engagées dans la lutte. A Angers notamment, la lutte semble bien compromise. Plusieurs assemblées générales tentant d'expliquer les décisions de la coordination de Grenoble ont lamentablement foiré grâce aux manœuvres de l'A.J.S. (syndiquée au S.N.I.). Ses membres votant contre la grève et finalement contre toute tentative de lutte au niveau local n'ont rien trouvé d'autre que d'appeler à une manifestation centrale à Paris devant le ministère, ce qui ne devait être qu'une étape de la lutte des normaliens. Résultat : les A.G. se vident (la moitié des normaliens n'y participent même plus). Après les vacances de Pâques il n'y aura plus grand chose de ce mouvement alors que des copains d'Aix étaient en grève depuis plus de trois semaines ou à Grenoble où les flics sont intervenus. Ce qui perçait finalement à travers cette lutte, c'était le refus des normaliens d'une formation d'enseignant traditionnel qui veut se donner des allures libérales, mais qui fera toujours de l'enseignant un pion au service de l'idéologie en place. Mais certaines instances politiques ne l'entendent pas ainsi. Hormis le S.G.E.N.-C.F.D.T. et des non-syndiqués qui appellent à la grève et déposent un préavis au ministère, les autres syndicats ne soutiennent que mollement les normaliens. Quant aux groupuscules politiques qui le plus souvent s'agitent dans le S.N.I., ils ne savent que magouiller pour tenter de récupérer un mouvement parti sur des bases radicales et avec des méthodes d'action dures pour l'amener dans les eaux douteuses de la compromission réformiste et politicienne.

UN GROUPE DE NORMALIENS DE L'E.N.M. D'ANGERS

ABONNEZ-VOUS!

Massacre sur la banquise

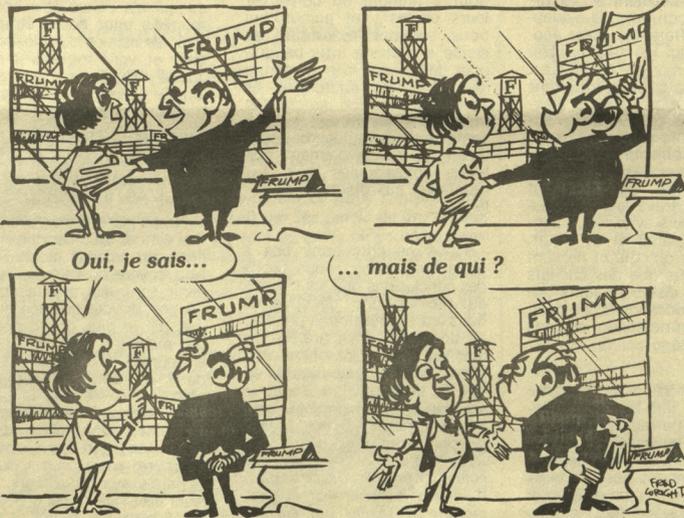
DEPUIS le 10 mars a commencé sur la banquise canadienne le traditionnel massacre des bébés phoques. Plus de 200 000 bêtes doivent ainsi être abattues pour que bourgeois et bourgeois de tous pays puissent étaler sur leurs épaules la fourrure de ces pauvres bêtes. Mais encore combien de printemps avant que ne s'éteigne à tout jamais cette race d'animaux, nouvelle victime du pognon et du profit?

Véritable agression contre l'écosystème, le massacre des bébés phoques constitue un honteux scandale. La bourgeoisie du monde entier achète une petite fortune cuir et fourrure arrachés au nouveau né de la banquise, nouveau né tué dix jours après sa naissance. Selon B. Davis, défenseur connu des bébés phoques, plus de la moitié de ceux-ci sont écorchés vifs par les pêcheurs qui, eux, avouent n'avoir aucun scrupule à faire ce triste métier. Pas plus que le ministre canadien de la pêche qui, l'année précédente, prévenait les protestataires que, s'ils tentaient d'empêcher la pêche, il y aurait du sang humain sur la banquise.

Bébés phoques, massacre des baleines, marées noires, centrales nucléaires, la liste est longue des agressions subies par la nature au nom du profit et du prestige. Nous ne dénoncerons jamais assez tous ces méfaits de cette société pourrie qui, pour sa survie momentanée, démolit ce que la nature a mis des millénaires à construire, nous conduisant ainsi à des déséquilibres et à des catastrophes écologiques sans précédents. Oui, la lutte contre le massacre des bébés phoques en particulier et pour la sauvegarde de l'environnement en général est aussi la notre dans notre combat pour une société différente, humaine, et basée sur le respect de notre patrimoine naturel.

LOUIS (groupe P. Mauget - Angers)

Tout cela, mon garçon, est le résultat d'un dur travail!



UE News Service

en bref...en bref...

Lafay et Vincent, condamnés à 6 et 4 mois de prison avec sursis pour désertion (cf. ML 244 et 246), passeront en appel le 7 avril à 13 h 30 devant le tribunal de Versailles, 8^e chambre, sur la demande du procureur.

Pierre Lebrun (cf. ML 243 et 247) passera en procès le 11 mai devant la cour d'appel de Metz. Il avait été condamné à 6 mois de prison ferme.

Joël Cornaille, objecteur insoumis, passera en procès le mardi 18 avril à 14 h, au tribunal de Péronne.

J.-F. Hible, objecteur insoumis depuis 1974, passera en procès le 11 avril à 9 h à La Rochelle.

Les Amis de Han Ryner se réuniront le dimanche 9 avril, à 15 h, 10-16, rue des Fossés-St-Jacques à Paris.

Une discussion amicale suivra une trilogie de Han Ryner, « la légende adiamantine », avec Hubert Préllet et Louis Simon. Invitation cordiale aux sympathisants.

Le dimanche 16 avril, au palais de la Mutualité, la CNT espagnol en exil organise : à 9 h 30 un meeting international anarcho-syndicaliste, à 15 h un festival avec Ibanez, Andreu, etc. Prix des places 20 F

Des libertaires de la région d'Amiens se sont regroupés pour éditer un journal local, Le Pet, qui en est à son second numéro.

XXXIII^e congrès de SAT-AMIKARO

Le 33^e congrès de SAT-Amikaro (Union des Travailleurs espérantistes des pays de langue française, 67 avenue Gambetta, Paris 20^e) s'est tenu à Rennes rassemblant 132 participants.

Le congrès a étudié des mesures concrètes afin d'accélérer la diffusion de la Langue Internationale chez les travailleurs manuels et intellectuels, avec une attention particulière pour les syndicats ouvriers.

Le congrès a d'autre part condamné vigoureusement les responsables de la catastrophe survenue sur les côtes bretonnes et appeler les travailleurs espérantistes à prendre part à la campagne contre la fabrication, les ventes et trafics d'armes de toutes sortes.

Dans les banques comme ailleurs

Le syndicalisme au service des patrons

Au C.I.C., banque privée du groupe Suez, dans un château renaissance restauré sur le dos du personnel, des personnages de haut rang se sont réunis récemment sous l'égide de la Direction Générale en s'auto-proclamant « Comité de Politique Humaine ». Pendant des heures studieuses nos zélés penseurs du capital moderne se sont penchés sur l'analyse du contexte politico-social, en vue de définir des axes de conduite pour l'avenir. Les millions consacrés à la restauration des boiseries d'époque n'ont pas suffi à parfaire l'étanchéité des laboratoires de la recherche antisociale, puisque le document élaboré à cette occasion nous est tombé entre les mains avec la complicité d'un courant d'air bienveillant.

Le thème retenu par nos crapules est alléchant : « Politique sociale de progrès... ». Mais derrière les mots, la confiture patronale s'étale en quatre temps sur la tartine de pain rassis qu'ils se proposent de nous faire avaler :

- Relations avec les partenaires sociaux.
- Gestion des effectifs (recrutement et promotion des cadres et gradés... quant aux employés la trique suffit).
- Mobilité.
- Les problèmes humains du travail (madoué quelle sauce!). Mais rentrons dans le vif du sujet.

LES TRAVAILLEURS ASPIRENT À UN AUTRE SYSTÈME ÉCONOMIQUE

Les patrons sont pourris, mais ils ne sont pas tous cons. Hé oui! Citons : « La dimension sociale de l'entreprise prend de plus en plus de poids, tant dans l'esprit de ses membres que dans celui du public... La dimension « culturelle » de l'entreprise, bla, bla, bla... L'entreprise est le champ d'affrontement de systèmes économiques... Refus de la logique économique des sociétés capitalistes... ».

Traduisons en clair : des travailleurs de banque et d'ailleurs en ont plein le cul des entreprises qui leur prennent tout (vie, temps, loisirs, etc.) et ne leur donnent rien. Ils se mettent à contester plus ou moins activement et en ordre dispersé un système économique auquel ils doivent se vendre, et aspirent à un autre monde dans lequel l'activité économique aurait pour but la satisfaction de leurs besoins, y compris de culture et de loisirs. Le salariat se sent mal dans sa peau.

Enfin « la banque, surtout privée, occupe, dans cet affrontement, une position privilégiée. L'argent, le crédit étant au carrefour de la vie économique », disent nos coquins appointés pour mieux nous adapter à leur exploitation. Les travailleurs s'en sont rendus compte. On les voulait bêtes et disciplinés, mais merde, manque de chance, voilà qu'ils comprennent, et qu'ayant pigé le truc ils commencent à porter des coups, par ci par là, à une belle machine à décerveler, et peut-être bien qu'une simple couche de peinture neuve ne va pas suffire à calmer les révoltes contenues.

QUAND LA HIÉRARCHIE NE SUFFIT PLUS, LE PATRONAT APPELE LES GARDES CHIOURMES À LA RESCOURSSE

Nos surveillants généraux s'apercevant des carences de leur machine, se sont mis la cervelle à mijoter pour aller plus loin dans leur analyse. Une fois n'est pas coutume, laissons couler leur bile : « On aboutit à une nécessité de débloquer la situation ; il est impossible, sinon stérile de se figer dans une

situation conflictuelle et nécessaire de reprendre l'initiative positive. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse que la concertation avec le personnel est indispensable au risque de cliques dangereux, des impératifs légaux font du dialogue avec les partenaires sociaux un élément indispensable de la concertation avec le personnel, les limites et les carences de la hiérarchie ont créé un vide dont il a été tiré profit, LE CANAL DES ORGANISATIONS SYNDICALES EST LE SEUL QUI PERMETTE À LA CONTESTATION SINON DE S'EXPRIMER, TOUT AU MOINS D'ÊTRE PRIS EN CONSIDÉRATION ».



Les «casqués» dans la cour de la Banque de France.

Nous y voilà! A n'agiter que la trique, la contestation aujourd'hui atomisée peut se regrouper en un boulet de canon qui, chauffé à blanc, risque de rendre cul-de-jatte nos beaux seigneurs. La révolte existe. Les patrons ne peuvent pas l'éteindre. Ils se décident à discipliner à la façon dont ils s'adaptent aux différentes crises économiques qui viennent troubler notre beau monde des affaires. Les syndicats ne permettent pas à la contestation de s'exprimer, mais par contre la canalise pour la traduire à court terme en objectifs matériels. Au fil des ans, les objectifs révolutionnaires que s'étaient donnés les travailleurs regroupés dans leurs syndicats, l'abolition du salariat et de l'Etat, ont été mis de côté et ne sont plus devenus que des cachets d'aspirine à distribuer aux « triblions » à l'occasion d'une commémoration du style « anciens combattants ».

Au XX^e siècle le syndicalisme est devenu une institution élevée au même rang que la magistrature, la filaille, l'armée, le parlement, etc. Les patrons ne s'y trompent pas. Certains travailleurs non plus et le taux de syndicalisation des victimes du salariat ne dépasse guère le minimum vital nécessaire à l'achat du beefsteak des permanents et bureaucrates divers,

de droite, de gauche, ou d'extrême-gauche. L'actualité nous le rappelle avec nos compères Georges Maire et Edmond Seguy, la faucille et le goupillon, qui à la veille de la récente farce électorale nous promettaient le « socialisme » pour après-demain et vont aujourd'hui manger les restes de la soupe de Bergeron à l'Élysée pour demander au patron de l'entreprise France de tenir les promesses du programme coquin de Barre-Chirac et Turlupin réunis.

Tirer les leçons de ceci n'est pas faire de l'antisindicalisme primaire, mais plutôt de favoriser la lutte de nos camarades dans les entreprises, les quartiers et les localités, en dehors de la « machine syndicaliste » qui s'est aujourd'hui transformée en roue de secours du capital et des États.

Dans les banques, les travailleurs du cercle de la Fédération Anarchiste ne sont pas allés à la Sorbonne pour vous tenir ces propos. Exploités depuis des années par les gérants du fric, nous nous sommes d'abord battus dans nos syndicats pendant les mêmes années. Mais au contraire des

Ah que voilà un beau projet pour encourager les syndicalistes à bien dialoguer ; c'est à dire à bien garde-chiourmer les revendications. La hiérarchie n'y suffit plus, « SOS-syndicats ». Furnon le petit patron en est resté au XIX^e siècle. Nos gros requins multinationaux sont plus réalistes et dans le coup.

DANS LES BANQUES COMME AILLEURS...

Cette situation n'est ni propre aux banques ni au secteur tertiaire. Employés de banque, l'école du salariat nous a appris à essayer de voir plus loin que le bout de notre nez. A l'Est le syndicaliste ne se distingue pas du fonctionnaire léniniste, ni du flic en civil et seul le costume le sépare du militaire. A l'Ouest l'actualité de ces derniers mois n'a pu qu'éclairer notre lanterne. Aux États-Unis nos camarades mineurs ont eu à lutter contre leurs patrons mais aussi contre leur syndicat. Le responsable de celui-ci, choisi parmi eux lors d'une grève précédente, se promenait cette fois-ci armé, et couchait avec son revolver de peur que ses ex-camarades de mine ne lui fassent la peau pour le remercier de sa trahison, aussi rapide que celles de ses prédécesseurs.

gauchistes de tout poil nous n'avons pas attendu d'être mis à la porte par les permanents afin de nous présenter en victimes pour ensuite s'offrir en courroie de transmission de rechange. Nous avons laissé le syndicat à ceux qui se battaient pour y prendre ou conserver leurs postes ; et aujourd'hui nous sommes regroupés en cercle anarchiste inter-banque pour développer la propagande révolutionnaire anarchiste et encourager l'action directe des travailleurs, ce qui est tout le contraire du noyautage des syndicats et du dévoiement des luttes antisalariales pour les monnayer aux guichets du salariat.

Nous ne cherchons pas à nous faire plaisir, nous tirons des conclusions que les patrons eux-mêmes ont découvertes dans leurs laboratoires pollués. Le document dont nous sommes partis est clair. Nos penseurs-scélérats, syndiqués au CNPF, déclarent : « Avant la titularisation d'un employé, nous devons être plus ferme. Il faut déposer avec plus d'efficacité les contestataires éventuels. Par contre, après la titularisation, il faudra favoriser par la promotion les jeunes qui entrent en « syndicalisme » (comme on prend la soutane) ainsi que les cadres qui manifestent les mêmes velléités ».

En Italie, les syndicats remettent en cause les revendications excessives des travailleurs, satisfaites lors des grèves des dix dernières années.

En France, nos mandarins-syndicaux, qui depuis longtemps décident tout seuls de ce qui est sensé être bon ou mauvais pour nous, étouffent tous les risques d'explosion sociale et vont monnayer notre sort à l'Élysée. La liste serait longue à dresser de toutes les trahisons syndicales.

DES CERCLES ET GROUPE ANARCHISTES POUR FAVORISER L'ACTION DIRECTE

Notre plateforme revendicative est des plus courtes : Abolition du salariat et de l'Etat. Nos moyens de lutte pour y parvenir sont des plus simples : l'action directe décidée et menée par le plus grand nombre des exploités dans et hors des entreprises. C'est pour cela que dans les banques des anarchistes ont ressenti le besoin de se regrouper en dehors des syndicats, non pour former l'embryon d'un futur syndicat libertaire, mais pour redonner la parole aux travailleurs, dans leurs assemblées générales, sur leurs lieux de travail comme sur leurs lieux de vie.

CERCLE F.A. INTER-BANQUES GROUPE E. GOLDMAN

Pas de coopérative à Nardonnnet

Les travailleurs de LIP n'auront pas fait que des émules. L'exemplaire détermination des travailleurs bisontins ne sera pas répétée, quoiqu'à une moindre échelle, à Verneuil (Yvelines) où une majorité des cent soixante ouvriers de l'entreprise de travaux publics Nardonnnet ont, malgré la réalité des licenciements, repoussé une proposition de coopérative ouvrière.

Le 26 octobre dernier, le bilan de cette PME avait été déposé. Quelques salariés engagèrent activement les démarches nécessaires auprès de l'administration et du Conseil Municipal de Verneuil afin de relancer l'usine sous la forme d'une coopérative ouvrière. L'optimisme était de rigueur puisque toutes les autorisations et accords nécessaires étaient obtenus (accords administratifs, prêts financiers, achat du terrain par la commune), en cela favorisés par la ferveur de la campagne électorale. Coup de théâtre : un cinquième seulement des salariés accepte de s'engager dans le processus coopérativiste. La conscience ouvrière s'enrayerait-elle?

Le contexte de ce refus nous éclaire sur sa nature : rien de comparable entre la situation d'une usine comme LIP, par exemple, et Nardonnnet. L'objet de la lutte des travailleurs bisontins est la reprise en main d'une entreprise spécialisée dans une production régionale spécifique (l'horlogerie) par des salariés professionnellement qualifiés, attachés à leur métier et à leur région : la volonté de faire vivre l'horlogerie et de « travailler au pays » sont des axes de lutte fondamentaux pour les LIP.

Par contre, Nardonnnet est une entreprise de travaux publics qui n'emploie pas un personnel véritablement qualifié mais très mouvant, sans attache régionale et sans tradition ouvrière locale ou corporative : on constate donc l'attitude de la majeure partie de ces travailleurs subissant un contexte social et professionnel déshumanisé, qui ne ressentent aucune volonté de s'engager durablement, au point de vue humain et financier, dans une tentative pourtant économiquement indépendante et moralement éducative.

Préférer subir le licenciement et rechercher un emploi malgré la conjoncture plutôt que créer un embryon d'organisation ouvrière sur des axes plus humanistes et égalitaires, est une position qui a d'ailleurs été largement favorisée par la méfiance et la méconnaissance des processus administratifs, des bases juridiques et financières, de la structure statutaire d'une coopérative. La nécessité d'une information assidue aux points de vue juridique et financier entre en conflit avec la démobilisation et le manque de volonté créés par l'éloignement « politique » des populations vis à vis des instances administratives et bureaucratiques instaurées par l'étatisme triomphant.

Il n'est pas nécessaire pour autant de désespérer de la réalisation positive d'initiatives ouvrières de ce genre. Constaté que le coopérativisme ouvrier de production veuille se cantonner dans les structures régionales et économiques déterminées par une forte tradition corporative et locale (verre, bois dans les Vosges, etc.) doit renforcer la volonté des anarchistes et prouver que partout les salariés peuvent vaincre l'anonymat social et l'impersonnalité du travail par la prise en main généralisée de leurs cadres professionnels. Et éventuellement dès aujourd'hui, selon les situations, par la création de coopératives de production, l'un des terrains de notre éducation autoorganisationnelle. L'autogestion économique, sociale et morale ne tombera pas du ciel, elle s'apprend!

R. BERNARD
(groupe Yvelines)

Les élections passent... le système reste...

COMBIEN faudra-t-il de campagnes électorales, de campagnes d'affichages agressives (il n'y a pas moyen de circuler dans les rues sans être agressé par des sourires niais et des slogans démagogiques), de discours hypnotiseurs pour que la majorité des gens qui peulent ce pays comprennent qu'ils sont manipulés, que ce soit par les partis de droite leur faisant croire qu'ils vont perdre tout ce qu'ils ne possèdent pas (capitiaux, libertés, responsabilités, etc.) ou les partis de gauche qui ne parlent qu'en termes de masse, d'union, comptant les voix et les sièges sitôt convertis en pourcentage. Parce que le compte des suffrages obtenus par les « attendus de la rose » n'a pas voulu s'ajouter à celui des fervents de « la faucille et du marteau », les espoirs de quantité de personnes sont remis aux calandres. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour faire sentir à chacun de ceux qui nous entourent que déléguer son pouvoir à des rassemblements, des unions de toutes espèces, c'est se laisser abuser, mener dans le troupeau bêlant d'individus étouffés. L'ingérence des partis dans les luttes, qu'elles soient ouvrières, écologiques, antimilitaristes et j'en passe, vient de claquer une nouvelle fois la porte au socialisme.

DENIS
(groupe de Rouen)

Martée noire

Les lacrymogènes sont-ils des antipolluants vraiment efficaces ?

Les vampires de l'information ont clairement montré, malgré leurs mascarades et leurs contradictions que la course au profit (pétroliers de plus en plus grands et de moins en moins résistants) et le cercle vicieux du capitalisme (piraterie et racket au remorquage : « File-moi ta cargaison ou on laisse défoncer ta coque ») sont bien les responsables de la catastrophe.

Les radios ont brassé beaucoup d'air pour persuader l'opinion que tout était fait pour résorber la nappe et la faire s'évaporer par enchantement. Hélas! on a beau entendre à la radio que « des moyens de plus en plus importants sont mis en œuvre » et scruter ciel et terre, on s'aperçoit bien vite que seule la bêtise a une quelconque importance. Le fameux plan POL-MAR n'était de toute façon ni appliqué, ni applicable : les vagues étaient trop hautes (naufrages uniquement par beau temps, please) ; les barrages flottants s'envolaient, les produits agglomérants bouchaient les tuyaux, etc.

En fait, un observateur naïf verrait rapidement deux utilités au plan POL-MAR : favoriser l'extension des dégâts au moyen de produits totalement incontrôlés d'une part, donner l'impression d'un déploiement de forces spectaculaires d'autre part.

La faiblesse des moyens mis en œuvre et l'inaction organisée empêchent même le ramassage artisanal : on sait bien d'où l'enlever ce coaltar, mais pour le stocker où?

Encore une fois se pose le problème des conséquences. Sur la nature tout d'abord. Les

une guérison totale du littoral. Car si pour les hôteliers, des plages propres et des roches étincelantes suffisent, les pêcheurs et les goémoniers devront attendre l'entier renouvellement de la vie marine pour faire vivre leurs familles. Les seconds ne seront-ils pas sacrifiés aux premiers, beaucoup plus influents politiquement? Rien n'est moins sûr.

Ne quittons pas le domaine des odeurs nauséabondes. La campagne électorale agonisante a reçu un ballon d'oxygène, lequel a réussi à montrer l'indignation la plus violacée? La récupération manifeste des partis de gauche n'a surpris personne : le seul bon mazout est un mazout de gauche, l'atome n'est pas loin. Tantôt fouguesusement solidaires, tantôt bizarrement inactifs, les partis se montrent incapables de proposer aucune action d'ampleur. Les syndicats toussotent d'un air gênés, attendant indéfiniment l'autorisation de Paris. Tout ce beau monde signe d'un air fatigué au bas d'un tract de temps en temps ; la liste des signatures est souvent plus longue que le contenu, déjà vu.

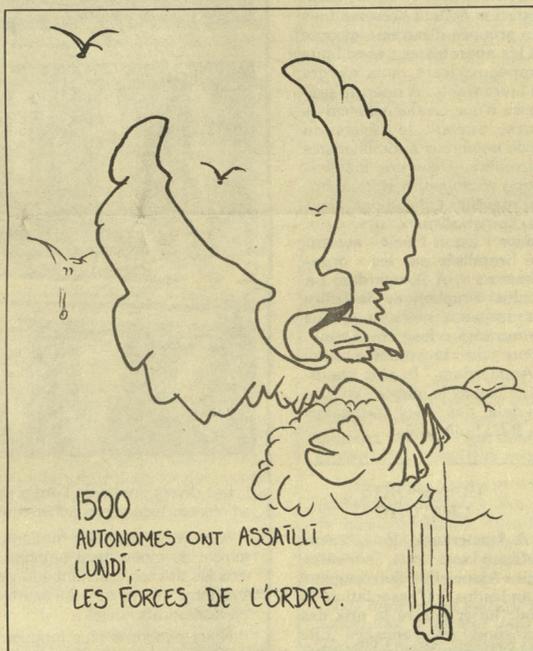
Les directeurs de consciences radiophoniques, après avoir fait leurs choux gras de l'affaire s'emploient maintenant à y puiser quelque nouvelle idée de publicité (« il y a sûrement une crasse à faire » et autres) en rameutant les bonnes volontés, quand on ne peut ni les héberger ni même les équiper, ou tout simplement quand ils sont inutiles.

Quatre fois en onze ans, quelle chance! Nos plages, ainsi mazoutées gratis, ces compagnies pétrolières sont trop bonnes! Malgré les « ça ne se reproduira plus » chacun a pu voir l'incurie et la faiblesse des moyens. Et le gouvernement ne peut même pas suggérer habilement le « recharge » nucléaire : « aucune crainte d'accident »! Ces paroles paraissent maintenant tellement dérisoires. Est-ce une conséquence directe de l'état d'esprit? Toujours est-il que partis de gauche, d'extrême-gauche et syndicats restent pantois : les voilà maintenant débordés par les inorganisés de toutes sortes, mais aussi par leur propre clientèle.

La réaction de l'Etat lançant à tort et à travers offensives et lacrymogènes (jamais vu à Brest) est en train de créer une dynamique de la violence. L'occupation et le mazoutage de la préfecture maritime par les étudiants et lycéens, les lapidages du Cercle Naval, la pluie de cormorans mazoutés sur la sous-préfecture ne sont déjà plus que des actions symboliques. Sans doute d'autres actions plus dures seront-elles menées si le climat persiste : du moins sont-elles dans l'air.

Faute de pouvoir agir sur le pétrole, l'Etat est bien obligé de noyer les mécontents de fumée. L'Etat, sans aucun doute, est soluble dans le pétrole, qui l'y poussera?

R. le Y.
Groupe A. Robin
Brest



Car voyant ainsi leur impuissance chronique démontrée, les « responsables » fraîchement surgis des urnes, ne pouvaient réagir QUE de cette manière. Le bavardage est actuellement la seule arme possible en France en cas de catastrophe écologique. La bureaucratie en place a pris trois types de mesures : paralyser l'information AVANT la catastrophe, puis l'action des élus locaux APRES (il ne fallait pas que le manque de moyens soit trop vite connu) ; envoyer l'armée, sous forme d'appelés (sur le point d'être libérés, un hasard?) munis de petites cuillères réglementaires et de bonnes pelles (la nappe est trop fluide pour être ramassée) ; enfin, intoxiquer à tout vents : « Les détergents ne seront pas utilisés » puis « Les 3 sortes de détergents actuellement utilisés sont... ». Il est d'ailleurs à rappeler que dans la quasi-totalité des cas, les détergents s'activent à parachever le travail commencé par le mazout : ils achèvent les traces de vie restantes.

LA SEMAINE PROCHAINE

QUATRE PAGES SPÉCIALES

DE CARACTÈRE INTERNATIONAL

allemagne

LES GRÈVES

Le lock-out dans la presse a pris fin le 20 mars. Grève et lock-out avaient entraîné la non-parution des journaux durant deux semaines dans certaines villes dont Munich. Les accords entre les syndicats et les éditeurs ont été approuvés par la Commission des tarifs du syndicat du Livre. Mais le conflit des salaires dans la métallurgie s'est aggravé et le patronat a imposé, le 20 mars, le lock-out à 200 000 ouvriers de 150 entreprises de Bade-Wurtemberg. Riposte du syndicat « I.G. Metall » : appel aux employés de ces entreprises de se mettre en grève par solidarité avec les ouvriers frappés par le lock-out. Verra-t-on le conflit s'étendre aux 3 600 000 métallurgistes? A signaler que des grèves sont annoncées dans le bâtiment.

POLICES
SANS FRONTIÈRES

Dans l'affaire des « Brigades rouges » la police italienne a le concours de spécialistes britanniques du « Special Air Service » et aussi des agents du Bureau fédéral de la police criminelle de RFA. On a parlé en effet d'un lien entre les brigades rouges et la RAF, mais c'est une simple hypothèse. Cependant les fichiers du bureau fédéral de Wiesbaden seront mis à la disposition des enquêteurs italiens. Si tout ne tourne pas rond dans l'Europe des Neuf, du moins l'harmonie règne au sein de la police des Neuf!

MEURTRE
À NUREMBERG

Ce n'est pas qu'à Carabanchel qu'on torture à mort les détenus! Après le cas de Vast dans la prison de Mannheim, voici celui de Gunther Braun dans celle de Nuremberg. Braun est un déficient mental qui fut arrêté le 28 mars 77 pour avoir menacé de faire exploser une bombe. Il fut condamné le 30 janvier 78 à 13 mois de prison. Le 7 février, sa mère eut l'autorisation de le voir, car il avait été transféré. Elle le trouva à l'infirmerie dans un état lamentable qui ne laissait aucun doute sur les violences qu'il avait endurées. Violences telles que Braun mourut le 10 février. L'autopsie ne donna aucun résultat. Interdiction de photographier le mort. Les parents de Braun ont déposé une plainte pour meurtre et non-assistance. Arrivera-t-on à savoir la vérité sur la mort de Braun et à connaître les coupables?

COMMUNIQUÉ

La Coordinadora Libertaria Latino-Americana est constituée. Nous demandons aux camarades latino-américains exilés ou résidents dans leurs pays d'origine, de nous écrire pour qu'ils nous donnent leur point de vue sur cette coordination et pouvoir aussi étudier la manière la plus efficace pour développer et consolider les rapports entre groupes et individualités de l'Amérique latine et de l'exil.

C.C.L.A., Cercle Garcia Lorca, 15 rue Gracieuse, Paris 15^e.

informations
internationales

hollande

CONTRE LA BOMBE
À NEUTRONS

Le 19 mars a eu lieu une grande manifestation à Amsterdam contre la bombe à neutrons. En dépit du mauvais temps, elle a rassemblé 50 000 personnes (d'après la police) ou 80 000 (d'après les organisateurs). Cela peut paraître un gros succès du parti communiste, mais à cette manifestation étaient présents tous les groupes d'extrême-gauche et les anarchistes : avec leurs drapeaux, leurs mots d'ordre et leurs tracts. A noter la présence d'une centaine d'ouvriers turcs, bravant la répression et de nombreux antimilitaristes allemands. Dans une manifestation analogue, à Rotterdam, des maoïstes qui stigmatisaient les impérialismes des deux camps - Est et Ouest - avaient été brutalisés par les « organisateurs ». A Amsterdam on voulait simplement interdire les drapeaux noirs, mais nos camarades refusèrent. L'ampleur de la manifestation d'Amsterdam - la plus importante depuis la guerre - va bien au-delà des vues partisans du P.C. hollandais.

TRANSPORTS
GRATUITS

A Amsterdam, des éléments indépendants ont constitué une « Association de voyageurs clandestins » (l'association Z) pour lutter contre le prix des transports en tramways. Elle propose aux citoyens d'adhérer à Z en payant une cotisation, de monter dans les tramways sans billet et Z paiera les amendes en cas de poursuites. Les tramways ont été garnis d'auto-collants du genre « cette voiture est gratuite », « le conducteur est ton ami, le contrôleur ne l'est pas », etc.

LE TERRORISME

La presse internationale a fait grand bruit autour de l'ac-

CONGRÈS INTERNATIONAL
DE L'I.F.A. À CARRARE

Du 23 au 27 mars, la ville de Carrare, en Italie, a été une nouvelle fois le centre d'une intense activité anarchiste, comme cela se produit à chacun des congrès de l'Internationale des Fédérations Anarchistes.

Durant ces 5 journées, le théâtre de la ville a abrité les travaux, débats, remises à jour, portant sur les problèmes que soulèvent aujourd'hui les nouvelles formes d'oppression et les rapports d'autorité.



Les divers points de l'ordre du jour ont été discutés dans les différentes fédérations adhérentes à l'IFA pendant plus de 2 ans.

Afin de dégager des motions communes, valables pour l'ensemble du mouvement organisé, des commissions de travail sur tous les thèmes touchant à la vie et à la liberté de l'individu, ont été nommées et ont, à l'écart de l'assemblée plénière, rédigé les résolutions finales.

Nous parlerons plus longuement de ce congrès dans notre prochain numéro à l'occasion d'un numéro spécial « International ».

Le Secrétariat aux Relations Internationales

tion terroriste de ces trois moloquois occupant un bâtiment officiel avec prise d'otages. Les conditions de cette action visiblement mal préparée et encore plus mal conduite montrent qu'il s'agit là de l'acte de trois « desperados ». Il y a sans doute un lien entre cette affaire et la condamnation d'un groupe moloquois pour détention illégale d'armes : dans le quartier moloquois d'Assen, la police appuyée de blindés avait pénétré dans les maisons sans mandat de perquisition. Les avocats des personnes arrêtées soulignèrent que les « preuves » ainsi obtenues n'avaient aucune valeur légale, mais le juge passa outre prétendant que les habitants avaient volontairement ouvert leurs portes « sur la prière des policiers »!

On a beaucoup moins parlé de l'occupation du cabinet du

ministre-président, le 13 mars, par un groupe de 21 personnes, sympathisants de la RAF. Après 2 heures d'occupation, ces manifestants furent expulsés par la police et arrêtés.

DANS LE HOLDING KSH

Dans un précédent numéro du *Monde Libertaire* nous avons parlé des occupations des usines de produits alimentaires du holding KSH : occupations auxquelles les dirigeants syndicaux se sont hâtés de mettre fin, sans obtenir de garanties sérieuses. Cependant les ouvriers de l'usine Varopa, à Tilburg, filiale de KSH, ont continué l'occupation contre la décision des syndicats. La résistance a duré jusqu'au 15 mars, mais les ouvriers ont finalement cédé à l'argument qu'ils ne pouvaient pas agir isolément.

guinée

150 000 personnes assassinées, 150 000 exilés, des quantités d'exécutions publiques, les travaux forcés et un régime d'oppression et de terreur permanents sont les tristes résultats obtenus par 9 ans de pouvoir en Guinée équatoriale par Francisco Macias.

Ces déclarations, publiées dans la presse nord-américaine, proviennent des exilés guinéens qui ont pu fuir l'ancienne colonie espagnole.

Le dictateur se maintient au pouvoir en utilisant une rhétorique gauchisante, ce qui explique en partie le soutien et la sympathie que lui témoignent les gouvernements de l'URSS, Cuba, la Corée du Nord et la RDA.

Juste avant le départ du dernier ambassadeur US de Guinée, le ministre des Affaires Étrangères a été défenestré et le chef de l'assemblée nationale tué dans son bureau. Au Noël de la même année, 150 dissidents politiques ont été assassinés par les gardes de la milice nationale sur un terrain de football.

Le travail est obligatoire pour tous les sujets mâles dès l'âge de 15 ans et des milliers de prisonniers politiques sont contraints aux travaux forcés.

Près de 400 cubains résident en Guinée en tant que conseillers de la santé et de l'éducation informent La Havane. En fait, il apparaîtrait qu'ils participent à l'entraînement de la milice nationale. Macias a demandé une aide financière à la Banque Mondiale et selon l'enquêteur ayant visité le pays avant d'accorder ce prêt, les droits humains ne sont pas violés! Les prêts sont faciles pour les pays où règne « l'ordre »!

suisse

Récemment ont eu lieu les élections des organes exécutif et législatif de la ville et du canton de Zurich. Les social-démocrates ont partout gagné des sièges au détriment de « l'action nationale » et des « républicains », tous deux partis d'extrême-droite. Ces derniers avaient atteint leur apogée, il y a environ quatre ans, en prenant l'initiative d'une campagne raciste contre « l'envahissement des étrangers ». Ils avaient gagné des voix dans les milieux ouvriers en excitant le chauvinisme et en jouant de la peur de perdre les emplois à cause de la présence des travailleurs étrangers! Résultat de tant d'années d'une politique social-démocrate réactionnaire, nationaliste, et incapable de faire comprendre aux ouvriers quels étaient leurs vrais intérêts et leurs vrais ennemis. Or le patronat, avec le silence complice de tous les politiciens, a résolu le problème en renvoyant brutalement chez eux les travailleurs immigrés. L'« envahissement des étrangers » perdait de son intérêt et les ouvriers sont bien sagement revenus à leur parti social-démocrate traditionnel. On peut dire que les social-démocrates peuvent remercier le patronat... pour leurs gains électoraux!

livres

par Maurice JOYEUX

Fortune de France

par Robert Merle

Plon Editeur

ROBERT Merle est un des meilleurs écrivains de sa génération. Il est surtout connu du grand public par son roman *Week-end à Zuydcoote*, qui obtint le Goncourt et fut popularisé par un film et par sa retransmission à la télévision. Mais il est vrai que ces adaptations, aussi réussies soient-elles, ne donnent pas une idée précise de la manière de l'auteur qui est à la fois de précision et de générosité.

Le nouveau roman de Robert Merle, auteur classé volontiers à « gauche », et qui fut l'un des compagnons de route des intellectuels communistes, est un roman historique qui s'inscrit entre le Cinq-Mars d'Alfred Vigny et la Chronique du règne de Charles IX de Prosper Mérimée. C'est dire que la cape et l'épée sont présentes tout au long des chapitres. Mais l'auteur n'oublie pas le sociologue qui sommeille en lui et son histoire

qui se déroule au XVI^e siècle, et d'abord l'histoire des petites gens du Périgord, et en ce sens elle se rattache à toute une école d'écrivains qui aujourd'hui cherche à reconstruire l'histoire à partir des pulsions du peuple et qu'un film récemment passé à la télévision (1788) a illustré de façon éclatante.

Le fond de l'histoire est constitué par les guerres de religions qui dévastent le pays de langue d'Oc. Deux soldats de fortune, à la noblesse douteuse, parviennent grâce aux fruits de leurs rapines, à s'installer à quelques lieux de Sarlat. Ils vont y construire leur maison et autour de cette maison tout un petit monde de domestiques, de parents, de clients, vont venir s'agglutiner et vivre sous la protection du « seigneur ». Et à travers la trame romanesque où les batailles et les amours se mêlent, Robert Merle nous fait revivre cette France coupée en deux par la religion, les pays dévastés par les soudards, la misère, la peste. Et c'est tout naturellement que des communautés se forment à l'abri du château, pour défendre les pauvres richesses des paysans que ceux-ci ont réussi à soustraire aux brigands qui parcouraient les grandes routes. Dans ce pays retiré, nous sommes loin des grands qui, à Paris, dominent le pays et construisent une politique où la religion n'est que le prétexte, et le gentilhomme crotté, obligé d'abandonner ses terres, ses amis, ses féaux pour le service du Roi, obéit certes à des traditions qui lui paraissent lourdes, et on voit bien que Lucien Romieux avait raison lorsqu'il voyait la raison du raliement de la petite noblesse du Midi de la France à l'hérésie protestante, dans la volonté d'échapper aux guerres éternelles qui ruinaient son domaine et toute la colonie qui vivait dessus.

Robert Merle nous retrace à travers ses chapitres la vie des laboureurs, leurs coutumes, leur façon de vivre, leurs rapports avec le seigneur, avec les « gens du Roi » qui sont les fonctionnaires de l'époque, mais également les rapports entre les sexes, la vie de ces femmes considérées comme moins que rien dans la société, mais qui dans leur maison prennent leur revanche, assomment leur seigneur et maître sous un vocabulaire torrentiel et souvent le réduisent à merci. La vie et les rapports entre les parents et les enfants, qui ne sont pas bien différents de ceux que l'on trouve dans la société à laquelle on appartient.

C'est un roman caracolant, mais plein d'enseignements sur un monde dont nous sommes issus et qui pour ma part m'a passionné. Un roman où l'on retrouve l'esprit de Hugo brochant de grandes fresques historiques, mais également celui de Zola se penchant sur la misère des hommes. Un roman qu'on lit en une nuit et qu'on a envie de relire!

Disque

J.-E. Deschamps et la S.C.O.P.P.A.

LE nouveau 33 tours de Jacques-Emile Deschamps est aussi le premier à paraître sous les couleurs de la société coopérative SCOPPA, qu'il vient de fonder avec quelques amis. Déçu par les éditeurs, après un passage chez Vogue, où il était entré en 73 comme directeur artistique assistant, et avait essayé, sans succès, d'imposer des artistes de qualité dont on entendra parler ensuite : Béa Tristan, Ann Krist, Vaillancourt, etc., Deschamps commence à écrire pour Ogeret avec lequel il se produit au théâtre des Capucines à Paris. Son premier disque, *Non retour*, cri presque insoutenable d'un contestataire écorché vif, avait fort déplu aux intellectuels « gauchisants » et autres politicards de salon.

L'habitude, qui suivra, marquera la fin de sa collaboration avec « Vogue ». Une tournée avec Europe 1 révélera à Jacques-Emile ce qu'est vraiment le show-business. Cette prise de conscience l'amènera à quitter Paris pour Limoges au printemps 77, et à tenter l'expérience de la SCOPPA. En effet, c'est la structure d'association qui est apparue à Deschamps et ses amis, la plus cohérente dans le contexte socio-politique qui nous est imposé, bien qu'elle ne leur semble en aucun cas être une finalité.

SCOPPA/IMAGINE, c'est, nous précisent-ils, « un groupe de gens qui veulent essayer d'aider à l'implantation d'idées auxquelles ils adhèrent, qu'elles existent déjà ou qu'elles soient à inventer ». Les cachets, comme la vente des disques, sont versés directement à la SCOPPA qui paye son auteur au mois, comme tout autre travailleur. C'est pour lui une contradiction éliminée ; voilà une très intéressante initiative à suivre, et qui devrait être développée dans ce milieu de la chanson.

Il faut parler maintenant du 3^e disque de Deschamps : *Fréquences*. Certains diront peut-être que la tendresse a fait place à la guimauve, et ils se tromperont lourdement. De *La rencontre*, où il appelle à davantage de communicabilité entre les gens, tout en gueulant encore contre la « politique » qui signifie pouvoir, violence, à *Urion a dit*, où l'espoir se mêle à une certaine amertume, aucune concession n'est faite à la facilité. Le poète reste lucide, et si « *Dans le silence de l'amour, on entendra grandir la vie...* », il ne s'agit pas non plus d'oublier, à propos des Arabes qui meurent au commissariat, que :

« Ces morts là ne coûtent pas cher
Ils ont déjà leur peau contre eux
La couleur a de ces manières
Elle vous met d'emblée hors-jeu »

Qui pourrait reprocher à Deschamps de nous expliquer ce qu'il espère, ce qu'il ressent, avec des mots ordinaires :

« C'était un homme par erreur
Les pauvres d'esprit, les rebelles
Enfin ceux qui croient au bonheur
Sur ses pas ont mis leurs semelles »

Souhaitons bonne chance à la SCOPPA, et pour les aider, on peut toujours commander *Fréquences* de J.-E. Deschamps, à SCOPPA/IMAGINE, 22 rue du Consulat à Limoges (87 000).

Michèle LANZA

DE LA CAPACITÉ POLITIQUE DES CLASSES OUVRIÈRES

de P.-J. PROUDHON

En vente à Publico

Prix : 42 F (2 tomes)

CINÉMA

Elles deux

Réalisation de Martha Meszaros

Ce film traite l'histoire d'une directrice de foyer pour travailleuses (Marina Vlady) qui, un jour, héberge une pensionnaire « difficile » et son enfant. En fait, celle-ci s'entend mal avec son mari (Jan Novicki) qui est alcoolique, et elle ne veut plus d'une vie faite d'alternances de disputes - souvent violentes - et de réconciliation. La seconde de ces deux femmes dirige donc le foyer, essayant d'adoucir le tout puissant règlement et luttant contre l'autoritarisme de ses subordonnées. Pour elle non plus cela ne marche guère sur le plan conjugal : son mari ne se préoccupe guère que de lui-même et de sa carrière, et désire qu'elle abandonne son travail pour se consacrer au foyer. Elle prendra peu à peu conscience de l'échec affectif total de son mariage, tandis que sa « protégée », lassée par la tendance à boire de son mari, se préoccupera de moins en moins de celui-ci, le laissant seul à sa désintoxication.

Ce qui domine dans ce film, c'est la très bonne analyse de la condition de ces deux femmes, la façon très sensible de dissenter leurs problèmes et l'observation très juste des mille détails par lesquels se traduit tous les jours la condition des femmes. Martha Meszaros nous montre bien le cheminement qu'elles suivent, de la prise de conscience de l'échec de leur mariage à la prise d'autonomie de chacune d'elles.

Mais Martha Meszaros ne se limite pas à cet aspect des choses et traite l'aspect social en montrant la toute puissance du règlement, derrière laquelle on devine l'omniprésence du Parti et sa dictature rigide. Les conditions de vie et de travail des ouvrières hongroises sont ainsi montrées, et, à travers la différence de milieu social de ces deux femmes, on peut entrevoir l'existence de classes sociales très marquées, de ces classes sociales qui, comme chacun sait, n'existent pas dans les pays de l'Est.

Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?

Réalisation de Coline Serreau

Dans ce film reportage, Coline Serreau a donné la parole à des femmes de toutes conditions, de tous milieux. Les thèmes traités sont donc variés et le film montre clairement les liens entre l'oppression patriarcale et l'oppression capitaliste.

Le premier thème traité est celui de la paysannerie, de la vie dure de ces femmes qui, en plus des travaux des champs, doivent s'occuper des enfants et du ménage. Bien sûr, c'est toujours l'homme qui tient les rênes, gère les affaires, va représenter la ferme à la coopérative.

Ensuite des ouvrières d'une usine de textile du Nord nous parlent des cadences, des petits chefs, du bruit, de la fatigue, de la chaîne quoi... Tous les aspects sont traités : conditions de travail, répercussions sur la santé, sur la vie en général. Et ce du point de vue des ouvrières mais aussi du patron, tentant désespérément de nier la réalité.

Les images qui suivent montrent l'ennui des femmes de la bourgeoisie, s'étiolant dans une maison impeccable et glacée. Une fois récitée la tirade réactionnaire de rigueur (Le M.L.F., ça me fait rire... la femme est le complément de l'homme, jamais son égale...), on sentira percer le vide de sa vie, le regret de sentir s'atrophier ses facultés intellectuelles, d'être conditionnée, coulée dans un moule de résignation passive.

Autre thème traité : celui de la sexualité brimée, la révolte qui suit et aboutit, pour deux des femmes interrogées, à jouer dans des films pornos, croyant que cela pourrait aider d'autres femmes à prendre conscience d'elles-mêmes, de leur corps, de les aider à devenir des individus autonomes. En fait, c'est un constat d'échec qu'elles feront. C'est leur corps, et lui seul, qui est utilisé, dans une idéologie de consommation du corps de la femme.

Le dernier thème traité est celui de la religion, de ses rapports étroits avec l'oppression des femmes. On le verra d'abord à travers le cas d'une Bretonne dont la personnalité a été écrasée par l'éducation religieuse, laminée par des années de mariage. Quand survient la mort du mari, elle qui n'avait jamais connu de plaisirs, jamais vécu par elle-même, s'éveillera, ira rejoindre les femmes dans la rue, connaîtra sa véritable naissance. La dernière femme a parlé dans le film est la femme d'un pasteur. Elle a été pasteur elle-même jusqu'au jour où elle s'est mariée, où elle a été écrasée sous le poids des charges ménagères, sans une minute à elle.

Si le titre de ce film pouvait faire craindre un film militant, lourd et didactique, il n'en est rien. Coline Serreau s'efface devant les femmes qu'elle montre, leur laissant la parole. C'est le film d'une réalité vécue, celle de l'oppression des femmes, d'une réalité devant laquelle on ne peut pas se masquer les yeux.

J. PERDEREAU
(Commission Femmes de la F.A.)

La fortune des Français

TROIS livres sur la richesse des Français sont parus ces derniers mois* et particulièrement deux nous nous n'avons pas parlé. Il s'agit de ceux de R. Lattès, membre du club de Rome et d'A. Babeau, responsable au centre de recherche économique sur l'Argentine ; ouvrages qui, à plus d'un titre, nous intéressent par les informations qu'ils nous fournissent sur la richesse et, de surcroît, sur les inégalités de fortunes qui sévissent dans notre pays.

Certes, le résultat de leurs travaux révèle une marge d'imprécision colossale. Entre ces deux livres les estimations divergent de 1000 milliards. Un rien... Toutefois il n'est pas certain que même en prenant en compte l'hypothèse haute de Lattès, on n'arrive à une exactitude dans l'évaluation. Le montant des patrimoines restent pour le moins encore très mal connu car nombre de revenus et patrimoines sont sous-déclarés, sous-évalués voire inconnus de toute forme de recensement administratif.

Malgré ces réserves formulées, ces travaux fixent un ordre de grandeur dont le total pour le livre de Babeau atteint les 3500 milliards et de 4500 pour celui de Lattès. La vérité se niche-t-elle entre cette fourchette ou, comme nous le pensons, au-dessus de l'estimation la plus forte? Difficile, sinon impossible de le savoir... Voyons comme nos auteurs décomposent les principaux postes :

	Babeau (milliards de F)	Lattès (milliards de F)
Terre	355	504
Habitation	1607	1150
Immeuble de rapport	208	605
Actif indus. et commer.	305	771
Actif financier	530	920
Cheptel, or, etc.	480	434

Selon le mode de calcul et de recensement, les évaluations divergent considérablement. C'est tout dire des précautions qu'il faut prendre pour analyser un tel chiffre. En effet, il paraît difficile de déterminer la part relative entre ce qui est considéré comme résidence principale ou secondaire ou comme immobilier de rapport. Tout comme il est difficile de déterminer la valeur de la terre et des différents actifs capitalistes. Les tenants du système, et plus généralement tout détenteur d'un patrimoine, restent très discrets sur la valeur réelle de celui-ci. Personne ne tolère qu'on mette un tant soit peu le nez dans ses affaires. Dès lors, on comprend que toute réforme fiscale visant une certaine transparence des patrimoines soit mal acceptée et, dans la réalité, inapplicable. A ce niveau un consensus entre tous les Français existe vis-à-vis du fisc, consensus qui, on s'en doute, remonte très loin dans le temps.

D'autre part, entre ces deux livres, il y a concordance lorsqu'il s'agit de hiérarchiser les biens que possèdent les Français. La pierre représente 50% du total, viennent ensuite les actifs financiers pour 25% et le reste se partage pour moitié environ entre la terre et les actifs industriels ou commerciaux. Ces livres nous donnent une autre somme d'éléments précieux à connaître : la répartition de cette fortune. A priori rien d'original. C'est toujours les plus gros revenus qui possèdent le plus. Toutefois, on peut douter du coefficient multiplicateur fourni par nos auteurs et nuancer davantage la conclusion qui s'en dégage. En effet, il faut tenir compte - par exemple - qu'une grosse partie du patrimoine (50% environ) se transmet par héritage et cela sans que les héritiers disposent nécessairement d'un gros revenu. Autre exemple : la hausse rapide et continue des prix des logements dans les grandes villes sans que leurs titulaires n'aient un revenu élevé ; hausse qui engendre une plus-value substantielle.

L'ouvrage du CERC, dont nous avons parlé dans un précédent numéro de ce journal, adoucit l'affirmation de nos auteurs en considérant avec juste raison que l'inégalité des patrimoines n'accentue pas celle des revenus selon le même rapport. Ainsi, il nous dit que « lorsqu'on passe de 10 000 à 100 000 F de revenu (soit $\times 10$) le patrimoine moyen passe d'un peu plus de 100 000 à 500 000 F (soit $\times 5$) ». Bien entendu, cela ne signifie pas que la répartition de la fortune soit moins inégalitaire que celle des revenus, néanmoins le rapport n'est pas nécessairement identique. En d'autres termes, il n'est pas toujours évident qu'un cadre ou un petit entrepreneur, malgré que ce dernier dispose d'un actif industriel ou commercial, soit plus fortuné qu'un salarié qui, par héritage ou/et par utilisation judicieuse de ses biens, fassent « travailler » efficacement ceux-ci.

Méfions-nous donc des exagérations excessives et simplifications. Car même si ces explications ne doivent pas pour autant remettre en cause nos critiques à l'égard du système capitaliste et des inégalités qui en découlent, l'analyse sociologique appuyée par des données économiques des rapports qui régissent les catégories socio-professionnelles entre elles se doit d'être plus nuancée. Le système tend à développer un capitalisme populaire amorcé sous De Gaulle par la réforme de la participation. En France 1 adulte sur 8 est porteur de titres, aux Etats-Unis, 1 adulte sur 4. Cela mérite réflexion...

Roland BOSDEVEIX

* Les revenus des Français - CERC
La fortune des Français - Lattès
La richesse des Français - Babeau

Quelques réflexions sur la production, la croissance, le développement

NOUS sommes dans un monde gagné par la folie, et je ne suis pas sûr que nous échappions nous-mêmes à la folie du monde. Cette perturbation intellectuelle qui obscurcit la raison des hommes a deux causes. La première c'est l'extrême complexité d'une civilisation de la production et de la consommation dont la fragilité relève de l'interdépendance de tous ces facteurs, ce qui la rend extrêmement friable, la seconde c'est que ceux qui croient avoir à changer cet état de chose pensent que cela est possible sans toucher à leur situation particulière, et que par conséquent ils se refusent à insérer leur cadre de vie dans le mouvement qui projette l'économie, ou qui devrait la projeter autre part! C'est cet état d'esprit qui est à l'origine de cette formule magique, simpliste et vraie à priori : « les pauvres doivent vivre mieux, les riches peuvent payer ». On est alors devant un jugement moral inattaquable ou, si l'on veut, une proposition métaphysique qu'il va falloir transformer en réalité concrète, et il ne reste à l'économiste ou au sociologue qu'à calculer ce que cette formule, juste je le répète, implique pour chacun d'entre nous.

Naturellement, calculer les répercussions de ce vœu égalitaire sur le mode de vie des hommes demanderait un livre, et dans ce texte je me contenterais d'approcher ce problème fondamental à travers quelques réflexions sur le développement de la croissance, élément capital de notre avenir, et que l'Assemblée Nationale, nouvellement élue, ne maîtrisera pas mieux que celles qui l'ont précédé!

traduit fort bien en écrivant : « un développement économique et social capable de couvrir les besoins minimaux de tous, au dépend des consommations de luxe des privilégiés, qu'il va bien falloir interdire! ». Là encore, on ne peut que souscrire à ce qui n'est encore qu'une proposition que justifie la morale. Et avec d'excellentes raisons, dignes des sages de l'antiquité, on peut choisir soit la proposition des syndicalistes soit la

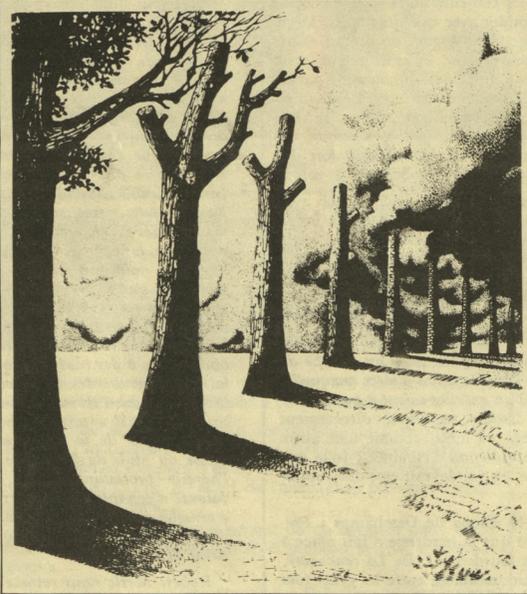
proposition des écologistes et en discuter toute une nuit devant des pots à tabac et des demis de bière sans répondre à cette question! La croissance dans l'automobile, qui permettra à chaque ménage d'avoir deux voitures, est-elle souhaitable, en dehors des travailleurs de la profession, pour la population du pays ou encore qu'est-ce qu'est en vérité la limite et la nature « de la consommation de luxe des privilégiés »? Et il ne sortira rien du discours tant qu'on n'aura pas répondu au vrai problème qui consiste à déterminer la nature de la population et à définir les moyens de lui faire accepter une transformation indispensable, alors que toute son existence a été construite à partir de hiérarchies sociales, familiales, sur des habitudes ancestrales et dont le « calendrier de vie » est méticuleusement programmé, alors qu'elle rejette même les pâles réformes que les partis politi-

En réalité, la société de consommation produit je ne dirais pas des besoins mais des envies, ce qui est bien naturel et parfaitement justifié. On ne voit pas pourquoi ces « envies » ne seraient pas réalisables pour tous. Pour les satisfaire, il faut produire et les syndicalistes ont raison, mais cette production met en danger l'existence même de l'espèce et les écologistes n'ont pas tort. Obtenir que la population, à travers le bulletin de vote, renonce, je ne dirais pas à son mode d'existence mais aux perspectives que lui offre les « gadgets » de la classe dirigeante, c'est la plus vieille et la plus bête de toutes les utopies. La population est conditionnée par le milieu, et ce milieu est si fort que même lorsque ses aspirations la poussent à le transformer, elle recule au dernier moment. Nous venons de nous en apercevoir au cours de la dernière campagne électorale!

Doit-on devant ces constatations baisser les bras? En aucune façon! Dans l'histoire, des transformations révolutionnaires et de caractère économique ont eu lieu. Des civilisations ont remplacé d'autres civilisations, mais ce que je veux dire, en mon nom bien sûr, c'est qu'aucune de ces civilisations furent le fruit de l'humanisme, de la raison gagnant la masse des populations, d'un choix volontaire différent dû au renoncement de leurs privilèges par des classes possédantes. Les transformations acquises par l'humanisme dans le cadre d'un régime laissent en place les privilèges des possédants et les moyens de les remettre en cause. Et c'est cela que la raison nous commande d'analyser! D'en tirer les enseignements qui s'imposent! Et le premier enseignement qui s'impose c'est que si on veut empêcher que la croissance établisse sur les routes un tapis de voitures et si on veut supprimer la consommation de luxe, il faut prendre le mal à sa source c'est à dire faire éclater l'économie du profit qui est à la source du gaspillage, des nuisances, mais également de la séparation en classes. Coupez la fleur de l'ortie et celle-ci donnera de nouveaux des fleurs lorsque la saison reviendra. Il faut l'arracher, tout le reste est du verbiage!

Aujourd'hui, seul le projet révolutionnaire est réaliste. Et tous ceux qui le rejettent ou l'ajournent font le jeu du pouvoir. L'utopie humanitaire et réformiste meurt lorsque le tronc qui l'a engendré meurt! Personne ne sait ce que sera le monde de demain, mais ce que je sais moi, c'est qu'il ne sera pas le fruit d'une greffe contre nature du socialisme sur le capitalisme.

Maurice JOYEUX



Certains de nos amis syndicalistes pensent et nous disent que la croissance est indispensable pour améliorer le sort des travailleurs. D'une part parce que dans le cadre de la société de consommation cette croissance facilite la revendication salariale, d'autre part pour ceux d'entre eux beaucoup moins nombreux qui n'ont pas mis une croix sur une possible révolution sociale, parce que cette croissance permettra, dans le cas d'une transformation économique et sociale profonde, un seuil de départ suffisamment élevé pour compenser l'inévitable affaiblissement d'une économie qui subit forcément les à-coups d'une transformation. Nos « amis » écologistes pensent, eux, qu'il faut sinon arrêter du moins transformer la croissance et donner au développement économique, que personne ne songe à arrêter complètement, des objectifs différents, ce que René Dumont

proposition des écologistes et en discuter toute une nuit devant des pots à tabac et des demis de bière sans répondre à cette question! La croissance dans l'automobile, qui permettra à chaque ménage d'avoir deux voitures, est-elle souhaitable, en dehors des travailleurs de la profession, pour la population du pays ou encore qu'est-ce qu'est en vérité la limite et la nature « de la consommation de luxe des privilégiés »? Et il ne sortira rien du discours tant qu'on n'aura pas répondu au vrai problème qui consiste à déterminer la nature de la population et à définir les moyens de lui faire accepter une transformation indispensable, alors que toute son existence a été construite à partir de hiérarchies sociales, familiales, sur des habitudes ancestrales et dont le « calendrier de vie » est méticuleusement programmé, alors qu'elle rejette même les pâles réformes que les partis politi-